



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 8 décembre 1997

Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Taux d'utilisation de la capacité industrielle, troisième trimestre de 1997**

Les industries ont produit des biens à un niveau pratiquement identique au sommet enregistré lors de l'expansion économique de 1988. Une demande extérieure forte, d'importantes dépenses par les entreprises (usines et matériel) et des dépenses de consommation à la hausse ont fait tourner les entreprises à 86,2 % de leur capacité au troisième trimestre de 1997.

2
- **Préparation des entreprises à l'an 2000, 1997**

Selon une nouvelle enquête réalisée cet automne, moins de la moitié des entreprises ont pris des mesures pour se préparer aux problèmes d'ordinateurs prévus à l'arrivée du 1^{er} janvier de l'an 2000.

5

AUTRES COMMUNIQUÉS

Ventes de carburant automobile, 1996 9

NOUVELLES PARUTIONS 10

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX 11

Produits géographiques

1996

Le fichier de conversion des codes postaux (FCCP) basé sur les unités géographiques du Recensement de 1996 est maintenant disponible. Ce fichier numérique relie les codes postaux de six caractères aux régions géographiques du Recensement de 1996 (les secteurs de dénombrement, de recensement et les subdivisions de recensement, par exemple). Il situe également chaque code postal au moyen de sa latitude et de sa longitude, offrant ainsi un support aux applications cartographiques. Cette version du FCCP permet d'apparier 733 981 codes postaux, actifs ou retirés en juin 1997.

La version de juin 1997 du Fichier des codes postaux par circonscriptions électorales fédérales (CEF – Décret de représentation électorale de 1996) est également disponible. Ce produit constitue un sous-ensemble du FCCP. Il relie les codes postaux de six caractères aux circonscriptions électorales fédérales canadiennes. En utilisant le code postal comme lien, il est possible d'organiser ou de totaliser par circonscription électorale fédérale les données tirées des fichiers administratifs.

Le FCCP (92F0027XDB) et le fichier des codes postaux par circonscriptions électorales fédérales (92F0028XDB) sont disponibles en format ASCII sur disquette ou sur CD-ROM.

Pour plus de renseignements ou pour commander, communiquez avec votre centre de consultation régional de Statistique Canada.



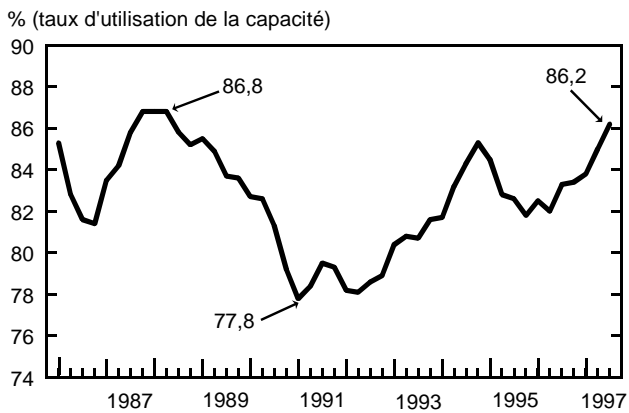
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Taux d'utilisation de la capacité industrielle

Troisième trimestre de 1997

Les industries ont produit des biens à un niveau pratiquement identique au sommet enregistré lors de l'expansion économique de 1988. Une demande extérieure forte, d'importantes dépenses par les entreprises (usines et matériel) et des dépenses de consommation à la hausse ont fait tourner les entreprises à 86,2 % de leur capacité au troisième trimestre de 1997. Le taux d'utilisation de la capacité approche de son sommet puisque le taux de croissance de la capacité de production n'a pu soutenir le rythme de la forte croissance de la production.

L'utilisation de la capacité approche le sommet de 1988



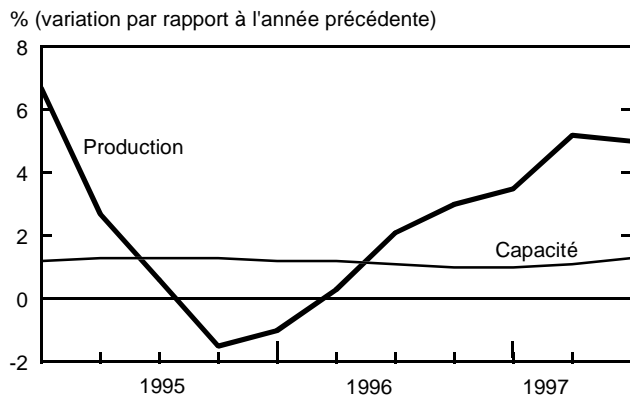
Les dépenses en usines et en matériel par les entreprises ont connu une importante croissance en 1997. L'accroissement des dépenses en capital a eu une double incidence sur les taux d'utilisation de la capacité. Même si une grande partie des machines et de l'équipement achetés est importée, les industries canadiennes doivent également subvenir aux besoins des entreprises renouvelant ou agrandissant leurs installations de production. À court terme, cela signifie que l'escalade des dépenses contribue à faire augmenter la production, entraînant ainsi des taux d'utilisation de la capacité plus élevés. À plus long terme, ces nouveaux capitaux entraînent toutefois une augmentation de la capacité de production, permettant d'absorber les augmentations futures de la production.

Note aux lecteurs

Le taux d'utilisation de la capacité d'une branche d'activité est le ratio de son rendement réel et de son rendement éventuel estimatif. Les estimations du rendement éventuel d'une branche d'activité sont calculées à partir des mesures de son stock de capital. Des enquêtes sont menées depuis 1987 auprès des entreprises afin d'obtenir leurs estimations de l'utilisation annuelle de la capacité et produire ainsi des mesures industrielles découlant de l'enquête. Pour mesurer son niveau de fonctionnement sous la forme d'un pourcentage de son rendement éventuel, une entreprise tient compte des modifications relatives à la désuétude de ses installations, de ses rapports capital-travail et d'autres caractéristiques de ses techniques de production. Les taux tirés de l'enquête servent à ancrer les séries trimestrielles calculées et à s'assurer qu'elles reflètent ces modifications.

Plusieurs industries ont enregistré des taux d'utilisation de la capacité indiquant qu'elles s'approchent des limites de production, comparativement aux sommets atteints précédemment. Par exemple, le secteur des mines et des carrières et 8 des 22 branches d'activité du secteur de la fabrication ont affiché des taux supérieurs à 90 %.

La croissance de la production industrielle dépasse celle de la capacité



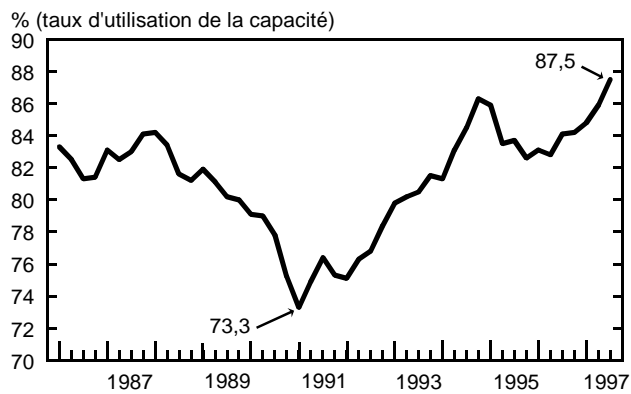
Bien que les taux de l'utilisation de la capacité soient à la hausse depuis plus d'un an et atteignent pratiquement des niveaux records, on ne relève aucun signe d'inflation dans l'économie. Au cours des deux dernières années, les prix industriels sont demeurés stables et le coût de la main-d'oeuvre (un des principaux éléments des coûts totaux des

entreprises) a à peine changé. À noter qu'en octobre, l'indice des prix à la consommation n'a augmenté que de 1,5 % par rapport à 1996.

Le secteur de la fabrication: en pleine effervescence

Pour un cinquième trimestre consécutif, les fabricants ont augmenté leur taux d'utilisation de la capacité. La hausse du troisième trimestre (+1,6 point de pourcentage) a permis au secteur d'atteindre un nouveau sommet, s'établissant à 87,5 %. Quelque 14 branches d'activité sur 22 ont enregistré une hausse de l'utilisation de la capacité, 8 de ces 22 branches affichant des taux supérieurs à 90 %.

Les industries manufacturières atteignent un nouveau sommet



Dans le secteur de la fabrication de produits électriques et électroniques, les producteurs ont continué de tirer profit d'une importante demande à l'exportation des machines de bureau au cours du troisième trimestre. La production a enregistré une forte croissance: au troisième trimestre, les producteurs de machines de bureau et d'appareils électroniques représentaient 61 % de l'augmentation globale dans le secteur manufacturier. Conséquemment, le taux d'utilisation de la capacité a augmenté de 10,7 points, pour s'établir à 92,3 %.

Les producteurs de machines ont augmenté leur production à la suite de la hausse des investissements en machines et en matériel et dans le but de refaire les stocks. L'utilisation de la capacité a enregistré une hausse de 4,7 points de pourcentage, pour s'établir à 89,9 %, le niveau le plus élevé des 15 dernières années.

En juillet, la production a augmenté dans le secteur de la première transformation des métaux à cause d'une grève déclenchée en juin dans l'industrie de la fonte et de l'affinage des métaux non ferreux. La production a continué sa progression au cours du trimestre, une partie étant versée dans les stocks. L'augmentation du taux de l'utilisation de la capacité qui en a résulté s'est fixée à 4,2 points, portant le niveau à 94,4 %.

Au cours du troisième trimestre, les produits raffinés du pétrole et du charbon ont vu le taux d'utilisation de la capacité atteindre un nouveau sommet puisqu'une légère augmentation de la production a été accompagnée d'une baisse marquée de la capacité de production dans ce secteur. Après cette hausse de 3,4 points, le taux s'est établi à 98,5 %.

La production dans l'industrie des produits chimiques a augmenté de façon substantielle au cours du troisième trimestre en raison de la production d'un nouveau produit pharmaceutique destiné au marché américain en juillet et août. L'utilisation de la capacité a ainsi augmenté de 2,1 points, pour atteindre un nouveau sommet de 96,4 %.

Les mines mènent le secteur non manufacturier

L'extraction de métaux non ferreux, le forage de puits de pétrole et de gaz et les activités des mines d'extraction d'or ont tous augmenté au cours du troisième trimestre dans le secteur des mines et des carrières. La capacité de production connaît toutefois une tendance à la baisse depuis plusieurs années. Le taux d'utilisation de la capacité actuel de 96,1 % constitue un nouveau sommet pour cette branche d'activité.

Dans le secteur de la construction, la croissance du taux d'utilisation de la capacité a quelque peu ralenti au cours du troisième trimestre. La hausse observée dans la construction résidentielle a été deux fois moins élevée que celle du deuxième trimestre. La construction non résidentielle a également connu un ralentissement.

Données stockées dans CANSIM: matrice 3140.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Richard Landry au (613) 951-2579 ou avec Susanna Wood au (613) 951-0655, Division de l'investissement et du stock de capital. □

Taux d'utilisation de la capacité industrielle

	Troisième trimestre de 1996	Deuxième trimestre de 1997	Troisième trimestre de 1997	Troisième trimestre de 1996 au troisième trimestre de 1997	Deuxième trimestre au troisième trimestre de 1997
	variation en points de %				
Ensemble des industries productrices de biens non agricoles	83,3	85,0	86,2	2,9	1,2
Exploitation forestière et services forestiers	80,1	78,5	79,2	-0,9	0,7
Mines (y compris broyage), carrières et puits de pétrole	85,9	86,7	88,7	2,8	2,0
Mines (y compris broyage) et carrières	89,2	93,8	96,1	6,9	2,3
Pétrole brut et gaz naturel	84,0	82,6	84,5	0,5	1,9
Industries manufacturières	84,1	85,9	87,5	3,4	1,6
Fabrication de biens durables	84,0	85,5	88,2	4,2	2,7
Bois	87,5	89,6	88,8	1,3	-0,8
Meubles et articles d'ameublement	89,1	93,4	94,2	5,1	0,8
Première transformation des métaux	92,1	90,2	94,4	2,3	4,2
Fabrication des produits métalliques	83,3	85,1	85,7	2,4	0,6
Machinerie	82,5	85,2	89,9	7,4	4,7
Matériel de transport	84,6	85,6	84,3	-0,3	-1,3
Produits électriques et électroniques	78,3	81,6	92,3	14,0	10,7
Produits minéraux non métalliques	81,7	82,3	81,3	-0,4	-1,0
Autres industries manufacturières	81,6	81,8	83,6	2,0	1,8
Fabrication de biens non durables	84,4	86,4	86,5	2,1	0,1
Aliments	83,7	82,1	81,9	-1,8	-0,2
Boissons	82,5	86,9	86,5	4,0	-0,4
Tabac	73,2	62,7	56,8	-16,4	-5,9
Produits en caoutchouc	91,9	94,5	96,8	4,9	2,3
Produits en matière plastique	81,4	81,8	81,1	-0,3	-0,7
Cuir et produits connexes	69,4	74,4	77,6	8,2	3,2
Textiles de première transformation	89,6	90,6	92,0	2,4	1,4
Produits textiles	73,3	84,9	86,4	13,1	1,5
Habillement	74,6	78,8	82,0	7,4	3,2
Papier et produits connexes	90,2	93,1	90,1	-0,1	-3,0
Imprimerie, édition et industries connexes	76,6	77,7	77,9	1,3	0,2
Produits raffinés du pétrole et du charbon	90,3	95,1	98,5	8,2	3,4
Produits chimiques	88,7	94,3	96,4	7,7	2,1
Construction	77,9	81,8	82,3	4,4	0,5
Énergie électrique et distribution de gaz	84,0	83,2	82,6	-1,4	-0,6
Énergie électrique	85,1	84,1	83,8	-1,3	-0,3
Distribution de gaz	77,3	78,0	75,7	-1,6	-2,3



Préparation des entreprises à l'an 2000

1997 (premiers résultats)

Selon une nouvelle enquête réalisée cet automne, moins de la moitié des entreprises ont pris des mesures pour se préparer aux problèmes d'ordinateurs prévus à l'arrivée du 1^{er} janvier de l'an 2000.

De toutes les entreprises, moins de 10 % ont déclaré ne pas être au courant du problème de l'an 2000, alors que 46 % ont déclaré l'être, mais n'avoir rien fait pour le régler.

L'enquête a été menée en octobre et novembre auprès de 2 000 entreprises canadiennes, un échantillon représentatif de toutes les entreprises de plus de cinq employés, exception faite des organisations du secteur public, des établissements d'enseignement et des hôpitaux. L'enquête a été réalisée pour le Groupe de travail de l'an 2000, formé de chefs d'entreprises canadiens ayant répondu à l'invitation lancée par le ministre de l'Industrie, John Manley, d'évaluer le problème de l'an 2000 et de lui rapporter leurs conclusions.

Le problème de l'an 2000 consiste à réparer les ordinateurs dont la programmation présume que chaque année commence par 19. La plupart des ordinateurs de la planète sont programmés pour identifier les années par leurs deux derniers chiffres seulement, par exemple 97 pour 1997.

À moins d'une mise à jour – ce qui nécessite du temps dans la plupart des cas – les ordinateurs supposent que le jour qui suivra le 31 décembre de l'an 1999 sera le 1^{er} janvier de l'an 1900. Cette erreur peut avoir des conséquences de taille. Elle peut nuire au matériel et aux logiciels utilisés par les entreprises pour traiter les renseignements commerciaux courants et entraver le fonctionnement des ordinateurs contrôlant les machines dans les usines, les instruments de robotique, le matériel de bureau, les ascenseurs et les systèmes de climatisation et de sécurité des bâtiments.

Le problème de l'an 2000 devrait coûter environ 12 milliards de dollars

On ne saisit pas pleinement les implications économiques de ce problème. L'enquête estime de façon très approximative que le problème pourrait coûter à l'économie canadienne au moins 12 milliards de dollars en frais de réparation directs. Ce total exclut les coûts non déterminés que devront assumer les nombreuses entreprises n'ayant pas commencé à s'attaquer au problème. Même parmi les entreprises prenant déjà des mesures, environ 40 % étaient incapables d'en préciser les coûts directs.

Note aux lecteurs

L'Enquête sur la préparation des entreprises canadiennes à l'an 2000 est maintenant terminée. On divulgue les premiers résultats dans le présent communiqué, alors que des données plus détaillées sont actuellement analysées. Un communiqué de renseignements additionnels est prévu pour janvier 1998.

Des coûts additionnels pourraient être engagés si les travailleurs possédant les compétences nécessaires en matière de systèmes devaient délaissier leurs tâches habituelles pour régler le problème. Les premiers résultats de l'enquête indiquent que les entreprises estiment à ce jour qu'il leur faudrait recruter à l'extérieur de leurs rangs quelque 7 000 gestionnaires de projet, analystes fonctionnels, programmeurs et contrôleurs pour convertir et tester les systèmes en prévision de l'an 2000.

Étant donné que les analystes et les programmeurs de systèmes affichent un taux de chômage de 2,5 % (selon l'Enquête sur la population active), il est déjà difficile de trouver des ressources humaines dans ce domaine. Jusqu'à maintenant, il semble toutefois que la pénurie de main-d'oeuvre ne soit pas un problème sérieux pour les employeurs. En général, les entreprises ont déclaré n'avoir que moyennement de difficulté à trouver des travailleurs de l'extérieur possédant les compétences requises pour régler le problème de l'an 2000.

Les petites et moyennes entreprises n'ayant pris aucune mesure sont nombreuses

Les entreprises ne prenant aucune mesure ont tendance à être petites ou moyennes. Parmi les entreprises de 6 à 50 employés (petites selon les définitions de l'enquête), 61 % n'ont pris aucune mesure. Parmi celles de 51 à 250 employés (moyennes), 30 % n'avaient pas commencé à s'attaquer au problème.

Parmi les grandes entreprises (celles de plus de 250 employés), moins de la moitié (48 %) avaient mis sur pied un plan formel pour corriger la situation, bien que la plupart d'entre elles (92 %) s'y étaient attaqués d'une façon ou d'une autre.

Pour être considéré formel, un plan devrait prévoir une évaluation complète de l'ensemble des systèmes utilisés par une entreprise, suivie d'une conversion et d'une mise à l'essai des systèmes qui ne sont pas jugés prêts pour l'an 2000. Il s'agit de l'approche la plus cohérente pour éviter de coûteuses perturbations des affaires quand arrivera l'an 2000, en particulier pour les entreprises qui comptent fortement sur les technologies de pointe.

Parmi les mesures considérées comme informelles, on retrouve: consulter les fournisseurs de technologies de l'information et les vendeurs de logiciels, discuter avec le personnel interne affecté aux systèmes et passer des contrats avec des experts de l'extérieur. Environ 7 % de toutes les entreprises prenant des mesures informelles ont déclaré avoir déjà acheté ou avoir l'intention d'acheter de nouveaux systèmes informatiques.

Les entreprises du secteur de la finance et des assurances mènent l'offensive

Les entreprises du secteur de la finance et des assurances sont celles qui se préoccupent davantage du problème de l'an 2000, 65 % d'entre elles prenant des mesures formelles ou informelles pour le régler. C'est le cas de 42 % à 50 % des entreprises oeuvrant dans les secteurs de la fabrication, des transports, des communications, des services publics, du commerce de gros et du commerce de détail et autres services.

Les entreprises du secteur primaire ont été les plus lentes à agir. Seulement 35 % d'entre elles ont pris des mesures formelles ou informelles.

La plupart des entreprises ne vérifient pas l'état de préparation de leurs partenaires commerciaux

Environ 13 % des entreprises au courant du problème ont déclaré vérifier l'état de préparation de leurs partenaires commerciaux, c'est-à-dire leurs clients, fournisseurs ou prestataires de services tels que les banques ou les intermédiaires.

La plupart des entreprises (82 % de celles au courant du problème) ne croient pas qu'elles pourraient faire l'objet de poursuites si un manque de

préparation de leur part devait perturber les affaires de leurs partenaires commerciaux. Encore une fois, les grandes entreprises sont plus susceptibles que les petites ou moyennes de se préoccuper des liens entre les entreprises ou des poursuites.

Un peu plus du quart des entreprises ne prenant aucune mesure ne s'inquiètent pas encore

Les entreprises ayant déclaré ne prendre aucune mesure, formelle ou informelle, ont invoqué toutes sortes de raisons pour expliquer leur inaction. Un peu plus du quart des entreprises qui n'ont rien fait (27 %) ont déclaré que le problème ne les inquiétait pas encore parce qu'elles disposeraient de suffisamment de temps pour le régler plus tard.

Quelque 23 % ont déclaré qu'il ne s'agissait pas d'une question importante pour elles, habituellement parce qu'elles ne font qu'un usage minimal des systèmes informatiques.

Environ 14 % des entreprises ont déclaré ne pas avoir de temps, d'argent ou de personnel à consacrer au problème, alors que 10 % s'attendaient à ce que leurs fournisseurs de technologies de l'information s'en occupent.

Quelque 7 % des entreprises s'attendaient à ce que les développeurs de logiciels corrigent le problème au moyen d'un simple logiciel ou d'une simple mise à jour. Mais il n'existe encore aucune solution généralement reconnue.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jamie Brunet au (613) 951-6684, Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales. Internet: brunjam@statcan.ca. □

Comment les entreprises abordent le problème de l'an 2000

	Plan formel en place	Mesures informelles prises	Au courant mais aucune mesure prise	Pas au courant	Total
	% d'entreprises				
Toutes les entreprises	9	36	46	9	100
Petites	6	33	51	10	100
Moyennes	20	50	29	1	100
Grandes	48	44	8	0	100
Secteur primaire	3	32	57	8	100
Fabrication	10	40	43	7	100
Transports et communications	7	42	44	7	100
Finance et assurances	15	50	34	1	100
Commerce de gros, de détail et autres services	8	34	48	10	100

Degré de difficulté éprouvé par les entreprises dans l'embauche de travailleurs de l'extérieur pour résoudre le problème de l'an 2000

	résultat moyen ¹
Gestionnaires de projet	2,8
Contrôleurs	2,4
Programmeurs et analystes fonctionnels	2,3

¹ Sur une échelle de 1 à 5. Un (1) signifiant aucune difficulté et cinq (5), beaucoup de difficulté.

Note: Ne s'applique qu'aux entreprises embauchant présentement (5,3 % de toutes les entreprises).

Exemples de mesures informelles prises

	% d'entreprises ¹
Ont consulté ou consultent des fournisseurs de technologies de l'informatique ou des vendeurs de logiciels	58
Consultent des spécialistes de systèmes sur place	24
Ont embauché ou embauchent des consultants	21
Conversion informelle des systèmes à l'interne	8
Ont acheté ou achèteront de nouveaux systèmes (en partie à cause du problème de l'an 2000)	7

¹ En pourcentage des entreprises ayant pris des mesures informelles.

Note: Ne s'applique qu'aux entreprises prenant des mesures informelles (36 % de toutes les entreprises).

Liens entre les entreprises et crainte de poursuites

	Vérification des partenaires ¹	Préoccupés par les poursuites ²
	% des entreprises ³	
Toutes les entreprises	13	18
Petites	11	17
Moyennes	17	21
Grandes	32	39
Secteur primaire	6	15
Fabrication	6	17
Transports et communications	8	19
Finance et assurances	20	25
Commerce de gros, de détail et autres services	14	18

¹ Vérifient l'état de préparation de leurs partenaires. Les partenaires peuvent inclure les fournisseurs, les clients et les prestataires de services comme les banques et les intermédiaires.

² Lorsqu'il y a crainte d'une possibilité de poursuites s'ils ne sont prêts et que cela nuit à leurs partenaires. Les partenaires peuvent inclure les fournisseurs, les clients et les prestataires de services comme les banques et les intermédiaires.

³ En pourcentage des entreprises au courant du problème informatique de l'an 2000.

Note: Ne s'applique qu'aux entreprises au courant du problème informatique de l'an 2000 (91 % de toutes les entreprises).



AUTRES COMMUNIQUÉS

Ventes de carburant automobile

1996

En 1996, les ventes nettes de carburant ont atteint 45,7 milliards de litres, en hausse de 1,9 % par rapport à 1995. Environ les trois quarts de celles-ci représentaient des ventes nettes d'essence, le reste se composant de carburant diesel et de gaz de pétrole liquéfié.

Les ventes nettes d'essence se sont accrues de 1,0 %, pour atteindre 33,8 milliards de litres en 1996. L'Île-du-Prince-Édouard, la Saskatchewan et l'Alberta ont affiché des hausses supérieures à la moyenne.

En 1996, les ventes brutes d'essence se sont chiffrées à 35,4 milliards de litres, en hausse de 1,7 % par rapport à 1995 et suivant ainsi la progression de 1,7 % du produit intérieur brut.

La publication *Véhicules automobiles: ventes de carburants, 1996* (53-218-XPB, 28 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec J.R. Larocque au (613) 951-2486, Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0009. Internet: laroque@statcan.ca. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Ciment, octobre 1997

Numéro au catalogue: 44-001-XPB

(Canada: 7\$/62\$; à l'extérieur du Canada: 7\$US/62\$US).

Exportations par marchandise, septembre 1997

(version microfiche)

Numéro au catalogue: 65-004-XMB

(Canada: 37\$/361\$; à l'extérieur du Canada: 37\$US/361\$US).

Exportations par marchandise, septembre 1997

(version papier)

Numéro au catalogue: 65-004-XPB

(Canada: 78\$/773\$; à l'extérieur du Canada: 78\$US/773\$US).

Emploi, gains et durée du travail, septembre 1997

Numéro au catalogue: 72-002-XPB

(Canada: 32\$/320\$; à l'extérieur du Canada: 32\$US/320\$US).

Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1997. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada* (11-204-XPB, Canada 16\$; à l'extérieur du Canada: 16\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Pour commander les publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez: **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur: **1 800 889-9734**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte: **1 800 700-1033**

Internet: **order@statcan.ca**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division des opérations et de l'intégration, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information des systèmes de retrait de données CANSIM et E-STAT. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus d'informations, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

Terre-Neuve, Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick

Services-conseils
Statistique Canada
1770, rue Market
3^e étage
Halifax (N.-É.)
B3J 3M3
Appel local: (902) 426-5331
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (902) 426-9538

Québec

Services-conseils
Statistique Canada
200, boul. René-Lévesque Ouest
Complexe Guy-Favreau
4^e étage, Tour Est
Montréal (Qc)
H2Z 1X4

Appel local: (514) 283-5725
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (514) 283-9350

Région de la Capitale nationale

Services-conseils
Centre de consultation statistique
(RCN)
Statistique Canada
Rez-de-chaussée, imm. R.-H.-Coats
Tunney's Pasture
Ottawa (Ont.)
K1A 0T6

Appel local: (613) 951-8116

Si vous demeurez à l'extérieur de la zone de communication locale, veuillez composer le numéro sans frais d'interurbain pour votre province.
Télécopieur: (613) 951-0581

Ontario

Services-conseils
Statistique Canada
10^e étage, imm. Arthur Meighen
25, avenue St. Clair Est
Toronto (Ont.)
M4T 1M4
Appel local: (416) 973-6586
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (416) 973-7475

Manitoba

Services-conseils
Statistique Canada
Édifice Via Rail, pièce 200
123, rue Main
Winnipeg (Man.)
R3C 4V9
Appel local: (204) 983-4020
Sans Frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (204) 983-7543

Saskatchewan

Services-conseils
Statistique Canada
Tour Avord, 9^e étage
2002, avenue Victoria
Regina (Sask.)
S4P 0R7
Appel local: (306) 780-5405
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (306) 780-5403

Sud de l'Alberta

Services-conseils
Statistique Canada
Discovery Place
Pièce 201
3553, 31^e rue N.-O.
Calgary (Alb.)
T2L 2K7
Appel local: (403) 292-6717
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (403) 292-4958

Nord de l'Alberta et Territoires du Nord-Ouest

Services-conseils
Statistique Canada
8^e étage, Park Square
10001, Bellamy Hill
Edmonton (Alb.)
T5J 3B6
Appel local: (403) 495-3027
Sans Frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (403) 495-5318

Colombie-Britannique et Yukon

Services-conseils
Statistique Canada
Library Square Tower
300, rue Georgia Ouest, pièce 600
Vancouver (C.-B.)
V6B 6C7
Appel local: (604) 666-3691
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (604) 666-4863

Appareils de télécommunications pour les malentendants

Sans frais: 1 800 363-7629